14e Année. — 5e Série. — No 16. Dimanche 6 Novembre 1898.

LE SOCIALISTE

Organe central du Parti Ouvrier Français

ABONNEMENTS :
Trois mois 1 fr. 50 ; Six mois 3 fr. ; Un an 6 fr.
Étranger : Un an 8 fr.
10 centimes le numéro.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
AU SIÈGE DU CONSEIL NATIONAL
PARIS. — 5, rue Rodier. — PARIS

ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ : RENÉ CHAUVIN
Les Annonces sont reçues
A la Société générale de Publicité
7, rue Drouot

Les Cartes, NOUVEAU MODÈLE, *du Parti pour l'année 1899, étant actuellement sous presse, les Fédérations et Groupes sont invités à adresser au plus tôt leurs demandes au Conseil National.*

LA SEMAINE

Nous sommes en pleine union — ou concentration — républicaine. Dans l'impossibilité de gouverner l'une contre l'autre — voire l'une sans l'autre — la bourgeoisie radicale et la bourgeoisie opportuniste se sont entendues pour se partager le pouvoir.

A celle-ci, la Justice avec Lebret, l'Instruction Publique avec Georges Leygues, le Commerce avec Paul Delombre, les Travaux Publics avec Krantz, les Colonies avec Guillain. A l'autre, les Finances, les Affaires Etrangères, la Marine, l'Agriculture, avec Peytral, Delcassé, Lockroy, Viger — tous les quatre partis avec Brisson et revenus avec Charles Dupuy.

Car c'est le Dupuy des assommades du Quartier Latin, le *Décembriseur* de la Bourse du Travail de Paris, l'homme de Casimir Perier et des *lois scélérates* qui, avec l'Intérieur, prend la présidence de ce cabinet omnibus.

Il est vrai qu'un jour, sur la plate-forme du tramway Bastille-Porte-Rapp, il disait à notre ami Jules Guesde :

« Vous ne connaissez que le masque de « réacteur que les évènements m'ont imposé. « Vous ignorez encore mon vrai visage. »

Mais, quoiqu'il en soit de ce « vrai visage » — en admettant qu'il doive le montrer et ne pas se laisser réaffubler par les circonstances de son masque d'autrefois — M. Charles Dupuy, en embarquant dans le même bateau gouvernemental la totalité des républicains bourgeois, va permettre à la minorité socialistes de ne plus distinguer dans ses coups et de mener directement l'assaut de la République bourgeoise, au nom de la République sociale.

C'est la lutte de classe qui reprend, sans compromission ni arrêt : classe prolétarienne contre classe capitaliste, pour la possession du gouvernement républicain, instrument de compression et de réaction aux mains de la minorité possédante, instrument de libération et de salut aux mains de la majorité dépossédée.

Et, à ce titre, nous ne pouvons qu'inscrire à l'actif du Parti, sans même attendre sa Déclaration, le nouveau ministère dont les Déroulède et les Drumont auront été les accoucheurs, sinon les pères.

* * *

A en croire d'ailleurs l'ordre du jour des gauches de la Chambre et du Sénat, pour avoir leur confiance, le cabinet Dupuy-Freycinet aura à « maintenir la suprématie du pouvoir civil, la séparation des pouvoirs et le libre fonctionnement des institutions judiciaires».

Ce qui, en langage courant — ou d'actualité — veut dire que la Cour de Cassation qui a « déclaré recevable en la forme la demande de revision du procès Dreyfus » ne sera pas « chassée à coups de plat de sabre » comme la Haute-Cour de 1852, ni même livrée, dans les yeux de ses membres, aux araignées cannibales de Rochefort ; qu'elle aura toute liberté pour poursuivre l'enquête supplémentaire ordonnée ; qu'elle ne se heurtera ni à des silences de commande ni à des armoires fermés à double tour dont un Boisdeffre ou un Pellieux aura emporté la clef ; que l'*inpace* du Cherche-Midi dans lequel est plongé depuis des semaines le colonel Picquart s'ouvrira pour laisser passer son témoignage vivant et qu'à la demande du « dossier secret » la réponse ne sera pas : « Je le tiens, je le garde» mais : « Vous le voulez, le voici ».

M. Cavaignac a déjà pris les devants en demandant à être entendu par la Cour, sans attendre d'être touché par une citation — inévitable — à témoin, sinon à prévenu.

Ce sera — quelque doive être le verdict définitif — la fin du *pronunciamento* en chambre — ou en bureau — de généraux trop espagnols, la remise sous la loi d'un Etat-major qui, soufflé par l'église, prétendait être sa loi à lui-même. ne relever que de sa conscience — comme Henry appelait ses faux.

* * *

Le *Journal des Débats* du 30 octobre nous apporte une nouvelle preuve du patriotisme patronal. Il s'agit des grands armuriers de Birmingham, qui, malgré une interdiction vieille de dix-sept ans, n'avaient pas cessé d'importer par le golfe Persique dix mille fusils en moyenne par an et des munitions en conséquence ; munitions et fusils servant à armer les tribus afghanes dans leur lutte contre l'Angleterre.

Dans le seul port de Bouchiri, cinq mille de ces fusils perfectionnés ont été dernièrement confisqués par le résident britannique, en même temps que l'escadre de l'Inde mettait l'embargo sur des cargo-boats battant pavillon anglais, comme par exemple le *Belouchistan*.

Ce qui complète le tableau, c'est que les braves fabricants, commerçants et armateurs qui approvisionnaient ainsi l'ennemi, furieux de se voir fermer un marché de cette importance, n'ont pas craint d'envoyer une députation réclamer auprès du *Foreign-Office*.

On ne dit pas que M. Curzon leur ait donné satisfaction, mais le fait seul d'avoir osé faire valoir leur *droit à la trahison*, lorsqu'elle leur rapporte, en dit long sur l'état d'esprit des capitalistes qui, en Angleterre comme en France, ne décolèrent pas contre l'internationalisme des travailleurs, alors qu'ils ne connaissent. eux, d'autre patrie que le profit, fût-il taillé en pleine chair de leurs compatriotes.

Le Parti Ouvrier Finlandais

Un Parti Ouvrier vient de se constituer en Finlande, à la suite d'une réunion générale des travailleurs d'Helsinfors, dans laquelle, après avoir constaté que leurs intérêts n'étaient sauvegardés ni par le parti dit suédois, ni par le parti dit finlandais, il a été décidé de faire nommer deux délégués par syndicat ou organisation ouvrière à l'effet d'organiser le prolétariat en Parti de classe, sans distinction de langues, contre la classe possédante maîtresse du gouvernement.

Contre les Conseils de Guerre

Conformément à la décision du XVIe Congrès national tenu à Montluçon en septembre dernier, au nom des élus du Parti, le citoyen Pastre, député du Gard, a saisi la Chambre de la proposition de loi suivante tendant à *la suppression des Conseils de guerre en temps de paix, et à leur réorganisation en temps de guerre sur la base des Conseils militaires de l'an III.*

EXPOSÉ DES MOTIFS

En votant la proposition de loi qui suit et qui ne fait qu'exprimer le vœu général du pays, la Chambre se replacera tout simplement dans la tradition de la Révolution française, ennemie déclarée de toutes les juridictions particulières qu'elle se hâta d'abolir.

Elle ne fit pas d'exception pour les anciennes justices militaires. que les « Cahiers » du Tiers et de la majorité de la noblesse et du clergé rangeaient parmi les « destructions nécessaires ».

Cette rentrée de l'armée dans le droit commun, sous la justice civile, s'impose d'autant plus aujourd'hui que, depuis 1889, l'armée est devenue toute la nation.

Avec le service personnel et obligatoire, les armes ayant cessé d'être un métier pour devenir une fonction sociale que doivent remplir tous les citoyens, il n'y a pas lieu d'avoir, pour les mêmes justiciables, selon qu'ils sont ou non sous les drapeaux, des pénalités et des juges différents — au moins en temps normal, pendant la paix.

Tout au plus peut-on admettre des règlements disciplinaires qui, strictement limités aux fautes ou infractions dans le service proprement dit, ne sauraient détruire l'unité indispensable de code et de juridiction.

Les Conseils de guerre doivent donc disparaître, avec le code militaire lui-même, comme ont disparu les Justices seigneuriales, les Tribunaux ecclésiastiques, etc., pour ne reparaître que dans les circonstances absolument exceptionnelles, quand sévit la guerre — ainsi que le veut leur nom.

Mais alors même, il convient de leur faire subir de profondes modifications, dans le sens de garanties à donner aux justiciables, des simples soldats le plus souvent.

Pour cela, nous estimons qu'il y a lieu de revenir à la législation de l'an III qui faisait place à l'élément non gradé dans les *Conseils militaires* de l'époque, composés également de trois officiers, de trois sous-officiers et de trois soldats.

La proposition de loi, qu'à cet effet, nous soumettons avec confiance à la Chambre est ainsi conçue :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Les Conseils de guerre sont supprimés en temps de paix, les militaires en activité restant passibles des tribunaux communs.

Art. 2. - Au code militaire, remplacé en matière de crimes et délits ordinaires par le code pénal, il sera substitué, pour tout ce qui concerne le service, un règlement de discipline qui devra être soumis à l'approbation législative.

Art. 3. — En temps de guerre, tout Conseil de guerre devra comprendre trois militaires non gradés.

Ces juges-soldats sont tirés au sort sur une liste dressée, à raison de deux par compagnie, par les corps de troupes formant la brigade ou la division.

Sur les Règlements d'atelier

De son côté, en vertu d'une résolution du même Congrès, le citoyen A. Zévaès, député de l'Isère, a, au nom des élus du Parti, déposé sur le bureau de la Chambre une proposition visant les *règlements d'ateliers* et ainsi conçu :

EXPOSÉ DES MOTIFS

Jusqu'à présent, les patrons et employeurs — individuels ou collectifs — ont fait la loi, de véritables lois, sous le nom de *règlements*, dans les ateliers, usines, magasins.

C'est ainsi que les compagnies de chemins de fer, de mines, les propriétaires des tissages, filatures, raffineries, hauts-fourneaux, grands magasins, etc., ont institué des codes pénals à l'usage de leurs ouvriers, employés, commis, frappés d'amende, de mise à pied et autres pénalités.

De titre à ce pouvoir législatif usurpé par des particuliers, aucun, sinon la possession d'une fraction de l'outillage industriel et commercial, de même que, sous l'ancien régime, la possession d'une partie du sol entraînait le droit de haute et basse justice.

La Révolution de 1789 a supprimé ces *justices seigneuriales* pour ne laisser subsister que la justice *nationale*.

Nous croyons que, pour les mêmes raisons, il y a lieu d'abolir aujourd'hui les *justices patronales*, qui ont encore cela de commun avec les anciennes justices seigneuriales que le patron ne fait pas seulement la loi, il l'applique lui-même.

Après avoir édicté la peine de l'amende, il fixe, prononce et prélève lui-même cette amende sous forme de retenue de salaire. C'est à dire que, sans délégation aucune de la société, par une de ces usurpations de fonctions que prévoit et punit le code pénal, il est à la fois législateur, juge, gendarme et percepteur à son propre bénéfice.

La proposition de loi que nous avons l'honneur de vous soumettre (conformément à l'article 10 du programme général du Parti Ouvrier Français), a pour but d'en finir avec ce scandaleux état de choses qui substitue une féodalité nouvelle, la féodalité patronale et capitaliste, à la féodalité terrienne et nobiliaire, détruite à la fin du siècle dernier.

PROPOSITION DE LOI

Article premier. — Il est interdit à tout patron ou employeur de se faire justice lui-même des dommages qu'il pourrait encourir du fait de ses ouvriers ou employés.

Art. 2. — Dans aucun cas, l'amende, qui est une pénalité, ne pourra être prononcée par les patrons — collectifs ou individuels — contre les ouvriers et employés.

Art. 3. — Il est institué dans les centres industriels une commission dite du travail, composée en nombre égal de délégués élus par les ouvriers et employés des diverses industries et par les employeurs.

Art. 4. — Cette commission aura pour mandat de reviser les règlements d'atelier, d'usine, de magasin, qui, à cette heure, sont l'expression exclusive et abusive de la volonté de l'une des parties.

Art. 5. — Aucun règlement ne pourra intervenir sans avoir, au préalable, été soumis à cette commission et approuvé par elle après audition des employeurs et des employés ou ouvriers intéressés et consultés séparément.

Art. 6. — Toute infraction à la présente loi sera punie d'une amende de 100 à 3,000 francs.

En cas de récidive, l'amende pourra être doublée, et le délinquant pourra être condamné à un emprisonnement de six jours à trois mois.

La Première à Judet

Il est arrivé au *Socialiste*, l'organe de l'*Anarchie scientifique*, suivant Judet, un honneur dont il se jugeait indigne : il a été cité, combattu, pulvérisé dans le *Petit Journal*, celui que Rochefort jadis appelait : l'organe des concierges ! Ce qui augmente notre joie c'est que l'article critiqué, quels que soient ses mérites et ses démérites, a mis en présence le « littérateur décadent » Paul Adam, avec le journal dont le poète attitré est M. Déroulède. Ceci suffirait déjà à notre bonheur, mais la fureur du *Petit Journal* dénote de plus la colère froide que doivent éprouver ses abonnés en présence de ce qu'on nomme, dans les ateliers, une charge ou une scie poussée jusque dans ses dernières limites : on appelle cela, croyons-nous, dans l'argot des peintres « faire monter à l'échelle. »

Mais si l'ennemi de Judas, Judet veut nous soumettre involontairement à cette « contre-scie » qui consiste à forcer quelqu'un à expliquer sa plaisanterie, en feignant de ne pas la comprendre (nous jugeons d'ailleurs l'éminent rédacteur incapable d'une telle perversité), nous lui ferons remarquer deux choses : La première, c'est qu'il s'est gardé de citer la seconde moitié de l'article, qui expliquait et complétait la première ; il est curieux, dans cette affaire, que personne ne veuille reproduire intégralement nos « Déclarations » ; mais cela ne nous étonne pas de la part de celui qui veut élever un monument au colonel Henry, le faussaire patriote.

Mais, en second lieu, et ceci nous blesse davantage, comment Judet n'a-t-il pas compris notre plaidoyer discret et délicat en faveur d'Esterhazy ? Si nous sommes Dreyfusards à ce que dit Judet, nous devons faire croire que nous sommes persuadés de l'innocence de notre client ; par conséquent, notre rôle en pure logique serait d'accabler de notre haine et de vouer à l'exécration publique l'auteur « prouvé » du bordereau. Au lieu de cela, nous demandons l'indulgence pour lui, nous excusons son action, nous essayons de plaider les circonstances atténuantes, et voilà que l'organe Esterhaziste a l'ingratitude de nous qualifier d' « Ecole de trahison ».

Il faudrait pourtant s'entendre ; on nous qualifie de « Sans-Patrie », mais aucun socialiste, que nous sachions, n'a encore livré de plans de mobilisation ; c'est un officier de l'armée, quel que soit son nom, qui a commis ce délit et cette indiscrétion répréhensibles ; et ce qu'il y a de curieux, c'est qu'à une époque où l'armée est sacrée et où l'on ordonne de ne pas y toucher, ce n'est que chez elle que se passent de tels faits. Nous étions donc pour elle, lorsque nous essayions de justifier Esterhazy ; mais, voilà, les meilleures intentions sont toujours suspectées. Crions donc, comme si nous avions Millevoye : « A bas les traîtres! »

D'abord, commençons par flétrir les

traîtres historiques ! Laissons de côté le connétable de Bourbon (l'ancêtre éloigné de Gamelle), Turenne, Condé combattant pour les Espagnols, les Emigrés royalistes appelant les armées prussiennes et autrichiennes, les Vendéens, l'illustre Charrette en tête, à qui, comme à un autre Henry, on veut élever une statue et qui appelait les Anglais avec tout ce qu'il avait de voix ; les autres « brigands » d'Elbée, La Rochejacquelain, Lescure, Bonchamps, voulant livrer un port français aux Anglais. Plus près encore, flétrissons deux illustres traîtres royalistes : le général de Bourmont passant à l'ennemi, à la veille de la bataille de Ligny, et révélant le plan de Napoléon ; et ce colonel dont nous parle M. Houssaye, qui vint l'épée au fourreau se jeter dans les lignes anglaises à Mont-Saint-Jean, pour dire à Wellington que la garde approchait. Voilà une jolie kyrielle de traîtres royalistes, dont quelques-uns sont encore reçus, sinon dans les meilleures sociétés, au moins dans les monuments les plus patriotiques : Turenne n'est-il pas aux Invalides ?

M. Judet ne niera pas qu'il n'y ait des trahisons providentielles. Cet employé du ministère de la guerre qui, en 1812, à la veille de la campagne de Russie, vendait au tsar le plan de Napoléon, ne mériterait-il pas d'avoir son nom gravé sur le pont Alexandre III ! Sans lui, en effet — et l'on frémit quand on y songe — plus d'Alliance russe, plus de Cronstadt, plus de Toulon ! En effet, si Napoléon avait conquis la Russie, il est peu probable que les rapports entre les deux pays fussent jamais devenus cordiaux !

D'ailleurs — et ceci nous y fait penser — la théorie de M. Judet ne va-t-elle pas directement à l'encontre du rescrit du Tsar de toutes les Russies ? Aurait-il l'audace, ce partisan enragé de l'alliance, de songer encore à la revanche, quand son maître lui a ordonné d'y renoncer ? Ce serait le cas de dire, en employant son style riche et bourgeois : « qu'une telle action suppose la noirceur d'âme la plus épouvantable ! » Le Tsar, comme jadis l'Empire, c'est la paix ! Or, si nous sommes tous partisans de la paix, en bons français et en bons russes, que nous importe l'échange de bons procédés et de mauvais documents qui se fait entre l'ambassade allemande et le bureau des renseignements du ministère de la guerre ? Nous soumettons respectueusement ces observations aux abonnés du *Petit Journal*, et nous sommes sûrs que, partisans éclairés de la tranquillité à l'intérieur comme à l'extérieur, ils les approuveront et que même certains d'entre eux pousseront l'enthousiasme jusqu'à prendre un abonnement au *Socialiste*.

Grâce à M. Judet, notre propagande pénètre enfin dans les couches profondes !

BONNIER.

Le Conseil National rappelle à tous les Groupes et Syndicats adhérents la décision du Congrès de Romilly (1895), qui leur fait une obligation de s'abonner à l'Organe Central du Parti.

LA PHILOSOPHIE D'UNE GRÈVE

Sous ce titre, M. Georges Michel, un économiste distingué, qui n'est point de nos amis, vient de servir aux lecteurs de *l'Economiste Français* une longue suite de contradictions et de calambredaines, à l'occasion de la dernière grève des terrassiers.

En lisant cet article, nous nous sommes demandé lequel des deux sentiments, de la jubilation ou de la frousse, dominait dans l'esprit de notre très éminent adversaire.

Après avoir commencé par nous dire que la longue crise que venait de traverser le monde du travail n'était que le prélude d'hostilités prochaines, il se félicite bruyamment de voir les ouvriers se débarrasser du joug *humiliant et inutile* des politiciens socialistes qui ne sont que *d'affreux bourgeois* déguisés en socialistes. Il cite, comme preuve à l'appui, la mésaventure d'un conseiller municipal, venu pour pérorer à la Bourse du Travail, qui a été retenu comme otage et forcé de se mettre à la tête des grévistes pour envahir les chantiers; mais il oublie de dire que ledit politicien était un simple radical ; il proclame que l'éducation économique des ouvriers commence à se faire et il affirme que c'est tout de même la faute aux socialistes s'il y a eu la grève, car ce sont eux qui l'ont provoquée et organisée.

Cette contradiction n'a du reste pas d'autre but que de dire des choses désagréables aux socialistes, à ces gens-là, comme il nous désigne avec autant de dédain que de mépris ; il est vrai que nous sommes tellement habitués aux aménités de ces messieurs que nous y sommes devenus insensibles.

Mais M. Georges Michel ne se contente pas de cela, il affirme sans rire que des ouvriers endimanchés (pourquoi ?) ont chassé des ouvriers des chantiers par la force avant que la police et l'armée puissent intervenir, celles-ci arrivant toujours comme les fameux carabiniers ; de plus, on a fait des distributions d'argent à pleines mains, sur lesquelles toutes les suppositions sont permises.

Supposez ! cher M. Georges Michel, votre prédécesseur, Don Basile, l'a fait avant vous.

La presse socialiste a bien prêché la conciliation, mais c'est évidemment par peur d'être désavouée par les ouvriers, n'est-ce pas M. Georges Michel ?

Enfin, c'est entendu : de tous côtés, les travailleurs lâchent les socialistes et les politiciens ; autrement dit, ils suivent les sages avis de M. Georges Michel et de ses pareils ; la politique ne peut concerner les ouvriers, elle rapporte très gros à Messieurs les bourgeois, mais ils ne tiennent pas du tout à partager avec les prolétaires.

C'est en haine de la politique et des politiciens que les Congrès ouvriers se sont débarrassés successivement de toutes les écoles socialistes: que les Guesdistes sont allés rejoindre les Broussistes, les Blanquistes sont allés rejoindre les Guesdistes, les Allemanistes sont allés rejoindre les Blanquistes. laissant le terrain libre aux anarchistes pour lesquels tous les bourgeois ont un fond de tendresse due, sans aucun doute, à la voie du sang.

A la Fédération Nationale des Syndicats, le Congrès de Limoges, la trouvant trop politique, a voulu substituer la Confédération Générale du Travail, projet grandiose qui vient d'avorter.

M. Georges Michel ignore sans doute que l'organisation du prolétariat en classe, c'est-à-dire en parti politique, est sans cesse détruite, mais qu'elle renaît toujours ; et toujours plus forte, plus ferme et plus formidable, ainsi que le constataient Marx et Engels dans le manifeste du Parti communiste ; il ne sait pas non plus que les 99/100es des syndiqués font en même temps partie d'un groupe socialiste où ils ne laissent pas entrer les questions corporatives.

Il reconnaît d'ailleurs que l'association organisée par notre ami Jules Guesde est la plus forte du parti, mais il se fait une grande illusion s'il la croit exclusivement électorale.

D'après ses assertions, vous pensez sans aucun doute que M. Georges Michel est bien convaincu que la politique et les politiciens sont à jamais chassés des organisations ouvrières ; eh bien, non. Il nous affirme ensuite que les Bourses du Travail, où domine l'influence *maçonnique* et *politicienne* ont tué les fédérations de métier exclusivement corporatives.

Vraiment, ce pauvre M. Georges Michel bafouille et son article tourne à de la bouillabaisse tombée en compote ; il a dû étudier l'économie sociale dans les livres de Léo Taxil; en tous cas, quand on voit les francs-maçons diriger les Bourses du Travail, on est digne de conserver des poils de la queue de Satan.

Mais où il triomphe, où il exhalte, c'est dans l'échec du syndicat des chemins de fer ; comme tous les polémistes de la bourgeoisie, il s'en pourlèche les babines avec gourmandise ; il nous affirme péremptoirement que le syndicat Guérard était un syndicat politique alors que nulle autre organisation ouvrière n'a écarté plus jalousement les hommes politiques pour ne pas exciter les susceptibilités ombrageuses des grandes compagnies.

Lorsque vous voyez M. Georges Michel monter au Capitole pour y rejoindre les autres oies de la Presse bien pensante qui ont sauvé le régime capitaliste en danger, lorsqu'il a hautement triomphé de l'effondrement du syndicat Guérard, lorsqu'il a proclamé que les ouvriers lassés de politique écartaient partout les socialistes de toutes nuances de leurs organisations et de leurs congrès, vous vous imaginez peut-être, camarades, qu'il est complètement rassuré ; qu'il va engager les plus froussards de sa classe à digérer en paix ?

Vous le connaissez peu, car voici ses conclusions : « Le présent est assez sombre sans » qu'il soit nécessaire de se préoccuper du » lendemain qui s'annonce plein d'angoisse. La » grève qui vient de finir et qui a transformé » Paris en un vaste camp, à l'aspect sinistre, » n'est pour qui sait voir et réfléchir que le » prélude d'une guerre sociale autrement » grave ».

Il est vrai que tout cela c'est la faute du Cabinet radical, suivant M. Georges Michel qui lui prédit qu'en semant le vent il va recueillir la tempête.

C'est peu probable, puisque c'est le gras Dupuy qui va prendre la barre du Bateau capitaliste.

Les mauvaises langues prétendent, il est vrai, qu'avec un pareil timonnier on est bien capable de demander une surprime d'assurances.

C. BRUNELLIÈRE.

Propriété Rurale & Socialisme

Un jour, avec tout l'admirable talent que nous lui connaissons, Jules Guesde disait : « Nous venons apprendre à cette société ce qu'elle est, d'où elle vient et où elle va. » C'est en considérant les interprétations bourgeoises du mouvement socialiste, — d'abord dans l'usine, aujourd'hui dans les milieux agricoles, — que l'on s'aperçoit vite que la société capitaliste vit au jour le jour, sans rien savoir de sa propre constitution, ni de son avenir.

En vain, les krachs financiers et industriels succèdent les uns aux autres ; en vain les chômages et les grèves sèment partout les morts ouvrières, et la myopie capitaliste est telle qu'on ne sait que dire : « Les krachs, c'est le résultat de mauvaises administrations particulières ; — les chômages, c'est l'effet de la machine ; — les grèves, c'est le fait du mauvais vouloir prolétarien ! »

Et dans les universités, les professeurs à la Espinas tentent de faire considérer le mouvement socialiste comme passager et futile et renversent quotidiennement des soi-disant systèmes socialistes, qui ne sont que les reflets de l'hystérie sociologique de ces incapables. Aujourd'hui que l'expérience est venue confirmer les conclusions de Marx dans son analyse de la production capitaliste, maintenant que toutes les énergies conscientes de l'usine sont groupées autour du programme de revendications et de transformation sociales, l'ignorance de nos adversaires continue à prodiguer ses prophéties intéressées et s'avance à dire que la terre paysanne restera en dehors de notre action, parce qu'elle jouit encore de conditions spéciales de propriété et de production.

Pourtant, s'il est vrai que l'évolution capitaliste est beaucoup moins avancée dans l'agriculture que dans l'industrie, les statistiques officielles nous la montrent comme devant se faire très complètement et très prochainement. Déjà la grande propriété agricole possède 45 o/o des terres labourables, (4.492 hectares sur 10,000) en 1882, et l'enquête décennale de 1892 la montre consolidée et agrandie. N'oublions pas que les grandes exploitations agricoles emploient les moyens de production mécaniques, c'est-à-dire jettent une quantité plus grande de produits à prix inférieur sur le marché national où les petits cultivateurs ne peuvent entrer en concurrence qu'en recourant à l'emprunt, à l'hypothèque, à l'usure.

Le milieu agricole français, — d'après les documents officiels, — nous apparaît composé :

1° De salariés, — sans propriété, — les plus nombreux surtout dans le nord, le centre, l'est et l'ouest ;

2° De salariés, — petits propriétaires, — qui ne peuvent vivre de leur seule propriété et qui deviennent les journaliers, les serfs de la moyenne et grande propriété ;

3° De cultivateurs — à petite et moyenne propriété, — qui sont condamnés à abandonner leurs terres par parcelles aux financiers (notaires, Crédit Lyonnais, Société générale et usuriers de toutes sortes ;

4° Enfin de grands propriétaires, — qui ont déjà accaparé plus de la moitié de la superficie agricole et qui l'absorbent de plus en plus.

Les salariés de toutes catégories sont acquis au programme agricole du Parti Ouvrier ; ils connaissent comme leurs frères de l'usine les salaires de famine, les chômages et les sans-travail venant par milliers aux « louées » de chaque année. Ils s'affranchiront du joug capitaliste, — politique et économique — en même temps que la démocratie socialiste internationale.

Les moyens propriétaires sont à la merci de la grande finance ; ils subissent les prix, les cours que leur impose la grande propriété ; et, malgré le protectionnisme de M. Méline, — médication à rebours qui permet aux spéculations des grands propriétaires d'agir à l'abri des à-coups de la concurrence internationale, c'est-à-dire qui active la lutte de la moyenne et grande propriété au profit de cette seule dernière, — à cause de cette intervention protectionniste, la moyenne propriété décline et meurt un peu chaque jour.

Ainsi, l'industrialisation de l'agriculture tend à se généraliser et crée un prolétariat nombreux, qui devient une aile de l'armée prolétarienne en marche ; — les moyens propriétaires, comprenant que le capitalisme les mutile et les prolétarise, vont faire cause commune avec

---

LE CAPITALISME

DANS

L'Ancien et le Nouveau Monde

La décoration d'une salle de bal de l'aristocratie anglaise coûte, rien qu'en fleurs, de 19 à 20,000 f. Lors de son mariage qui eut lieu au mois de mars 1888, lord Roseberry fit venir du continent 12,000 roses blanches. Il n'est pas rare de voir des chevaux de courses de 100,000 à 182,000 f. (Charmant) même de 250,000 (Stuart). Dans les maisons de jeux de Monaco, la Banque gagne chaque année de 12 à 13 millions de florins.

*
* *

Si de pareilles abominations se passent en Europe, que dire des *Etats-Unis* où le triomphe du capitalisme est encore plus criant et où la bourgeoisie se livre à de véritables orgies.

La propriété de la terre, qui, il y a quelques années, était encore accessible à tous, tombe de plus en plus dans les mains de quelques-uns. Vingt-neuf sociétés étrangères — des sociétés anglaises principalement — ont acheté 8.300 mille hectares, et Murphy seul possède 1,600 mille hectares, ce qui équivaut à la moitié des Pays-Bas.

La dette hypothécaire s'élevait en 1887 pour le Kansas à 50 o/o, pour le Michigan à 41 o/o, pour l'Illinois à 33 o/o et pour les douze Etats de l'Ouest à 19 o/o de la valeur totale, c'est-à-dire de 13,500 millions de florins. En 1886, la dette hypothécaire des Etats-Unis était estimée à 7,000 millions de florins et cette dette exige une rente annuelle de 420 millions de f. à prélever sur le produit du travail. De 1855 à 1888, dans le seul Etat de New-Jersey. 36,000 ventes forcées eurent lieu pour une somme de 75 millions. Dans cet Etat, 80 o/o des fermes sont grevées (sans compter la 2e hypothèque) de 30 millions, soit 26 o/o de leur valeur totale. Actuellement la dette hypothécaire des Etats-Unis s'élève à environ 22,000 millions de florins.

La *fortune nationale* des Etats-Unis est estimée par Shearman à 165,000 millions ; d'autres écrivains disent 180,000 millions. Le revenu annuel est de 17,700 millions de fl.; en 1810, la fortune moyenne par tête était de 517 f.; en 1880, elle est de 2,105 f. et cependant les salaires sont restés insuffisants. La valeur de la terre — 20,290 millions — et celle des habitations — 23,120 millions — s'élevait en 1885 à 43,410 millions de f.

La *répartition de la propriété* révèle de grandes inégalités. Les riches s'accaparèrent d'une grande partie du sol, grâce à la vénalité des hommes du gouvernement. 45,000 riches possèdent la moitié de la richesse nationale de 150,000 millions fl. et 1/70 des habitants les 2/3 de la richesse totale. Trois sociétés de chemins de fer reçurent presque gratuitement 43 millions d'hectares. Le Congrès fit don à des compagnies privées de 70 millions d'hectares pour la construction des chemins de fer, c'est-à-dire plus que la moitié de la superficie réunie de la France et de l'Angleterre. Les 24,600 individus les plus riches disposent d'une fortune de 60,000 millions. D'après Thom. Shearmann, en 1891, les 3/4 de la richesse nationale se trouvent entre les mains de 250 mille familles, c'est-à-dire de la 72e partie de la population. Les 9/10 des impôts sont payés par les pauvres, 1/10 seulement par les riches (*Review of Reviews*, févr. 1891). 182,000 familles possèdent 108,000 millions, 60,000 f. par tête ; 1,200,000 familles de la classe moyenne ont 18,750 millions ou 15,600 f. par tête et 11,720,000 familles pauvres n'ont que 28,100 millions, soit 2,400 f. chacun.

On peut exprimer de la façon suivante le rapport entre le salaire des ouvriers et les gains des capitalistes : Pour 100 f. de salaire — réparti entre un très grand nombre — le bénéfice des capitalistes — réparti entre quelques-uns — s'élève également à 100 f. En 1886, le revenu de 1,225 mille personnes aisées était de 4,880 millions ou 38,000 f. par tête et celui de 12,500 mille personnes de condition modeste de 3,000 millions ou 240 f. chacune.

De 1850 à 1880, la production augmente dans la progression de 85 o/o, les salaires dans celle de 28 o/o. Laurence Gronlund a calculé qu'en 1870 le travail des manufactures recevait 47 o/o et le capital 53 o/o. Le salaire moyen va de 650 à 1,250 f. par an ; il est rarement plus élevé. De ce salaire, 50 à 60 o/o sont consacrés à la nourriture, qui est supérieure à celle des travailleurs européens. L'ouvrier américain mange moins de pain et plus de viande : 44 o/o des ouvriers sont employés à l'agriculture ; 22 o/o dans les fabriques et dans les mines et 10,5 o/o dans les industries du transport. Le nombre des ouvriers — y compris les petits fermiers — peut être évalué à 16,200.000 (la population totale est de 50 millions) et leur revenu à 17,500 millions, soit 1,080 f. par tête (1886).

Quelques *fortunes sont fabuleuses* et ramassées en quelques années :

En millions de florins, on compte le *revenu* de Jay Gould à 35, de J.-W. Mackay à 31, de Van der Bilt à 15, de J.-P. Jones à 12 et leur *fortune* à 688 — 625 — 500 et 312 millions.

Le fils cadet d'Astor devenait, en naissant, héritier de 375 millions lui rapportant, à 5 o/o et 300 jours de travail (?) un salaire de 59.000f. par jour.

H. VAN KOL

(*A suivre*)

la classe ouvrière de l'usine et des champs contre l'oppresseur commun.

C'est la constatation de ces mêmes faits et leur conclusion logique qui ont conduit nos amis de Chartres à porter le 8 mai dernier, dans la première circonscription de Chartres, le camarade Bureau, ouvrier agricole, pour planter le drapeau du Parti dans cette région.

Notre programme agricole a eu la majorité dans deux centres agricoles importants, Bailleau-l'Evêque et Fresnay-le-Gilmert; les semences ont été fièrement jetées, qui donneront une forte organisation dans la Beauce si attachée à sa terre, si lésée par les hypothèques, l'usure et autres grands vols capitalistes. Si l'on pense que les deux communes susdites sont celles où seulement l'action socialiste avait pu se manifester clairement parce que des hommes du Parti y résident, on a la conviction que l'armée agricole ne sera pas la moins entêtée à vouloir l'expropriation capitaliste.

J'espère que les militants qui vont porter la bonne parole dans l'ouest, sous la haute autorité du Conseil National, iront visiter notre vaillant groupe de Chartres et apporteront aux campagnes beauceronnes l'effort de leurs convictions ardentes : ils auront un terrain déjà préparé où les préjugés cléricaux et militaristes tendent à disparaître et où l'évolution capitaliste se manifeste rudement. Déjà, les petites industries de la vallée de l'Eure, — telle la meunerie, — sont mortes, tuées par la finance, par la grande propriété qui ne sait plus les faire vivre. Le petit commerce succombe et les maisons à la Potin et à la Dufayel, accaparant la clientèle paysanne, mettent le désarroi dans le pays. L'évolution capitaliste se fait assez brusquement dans ces milieux ruraux pour y créer des malaises et des perturbations qu'on y avait jamais ressenties, en même temps qu'elle forme une couche sociale toute prête à recevoir les principes socialistes.

G. Maillet.

Bibliothèque Collectiviste

Pour que le prolétariat soit à même de vaincre dans sa lutte de classe contre la bourgeoisie capitaliste et de mener à bien la révolution sociale, il faut deux choses principales : qu'il soit uni et qu'il soit conscient. Quand nous disons conscient, nous prétendons qu'il ne doit pas se contenter de ce sentimentalisme vague, de ce désir irréfléchi, purement instinctif d'émancipation qui, sous des dehors jacobiniens, avec des éclats de voix et des menaces sanguinaires, composent à peu près tout le bagage des groupes purement révolutionnaires. Nous soutenons qu'il doit savoir par quel enchaînement historique des faits économiques, il se trouve logiquement conduit à se constituer en classe distincte et militante, et de quelle façon il devra — toujours scientifiquement, ce qui n'exclut pas nécessairement l'emploi de la force — opérer son émancipation. Or, pour amener ce prolétariat à cet état de conscience, pour faire son éducation politique et sociale, deux moyens principaux sont à préconiser : la propagande par la parole qui est incontestablement le meilleur, et la propagande par le journal et le livre.

Un de nos camarades les plus intelligents et les plus actifs du Groupe Toulousain du Parti Ouvrier Français, le citoyen Lucien Déjean, ouvrier typographe, vient de faire paraître une brochure qui, sous le titre modeste et particularisé : d'*Etude et exposé des conditions du travail dans l'Industrie du Livre*, est en outre d'une étude sur la profession typographique, une leçon claire et précise sur le collectivisme.

Je ne parlerai pas de la première partie de cette brochure qui, bien que fort intéressante même pour ceux qui sont étrangers aux travaux de la typographie, s'adresse surtout à des professionnels. De nombreux aperçus sur les améliorations, à la fois utiles à l'ouvrier et à la profession elle-même, qui sont à apporter dans la répartition du travail, dans le mode d'apprentissage des jeunes ouvriers, et dans bien d'autres conditions jusqu'à ce jour défectueuses, font de cette première partie la plus intéressante étude qui ait paru sur ce sujet. Mais c'est surtout de la seconde partie que je veux vous parler ici, car c'est celle qui renferme le plus d'enseignements utiles au point de vue de la propagande socialiste que nous poursuivons tous.

On ne saurait croire combien sont relativement peu nombreux — il faut savoir avouer ces choses — les ouvriers même instruits qui connaissent même seulement le fond, les bases essentielles du collectivisme. Combien ont pu lire Karl Marx ? Bien peu, assurément. Combien ont eu l'heureuse chance de pouvoir entendre ou lire Jules Guesde ? Certes ils sont nombreux ; mais incomparablement plus nombreuse est l'armée des prolétaires qui faute d'une instruction véritablement socialiste, flottent entre l'indifférentisme et l'anarchisme, prêts à toutes les soumissions ou à toutes les folies. Aussi, la publication du livre de notre camarade Lucien Déjean nous apparaît comme un évènement heureux. Elles sont rares, en effet, les brochures qui, écrites par des ouvriers sur des sujets professionnels, savent s'élever jusqu'aux hautes questions doctrinales ; et il est certain, d'ailleurs qu'une telle lecture est le plus sûr moyen de faire pénétrer ces questions dans les cerveaux ouvriers. On prend le livre pour se renseigner sur les détails de la profession et quand on l'a lu on est tout préparé à faire un socialiste conscient. Tout le collectivisme n'est pas et ne peut pas être, d'ailleurs, dans une brochure de 130 pages. Mais ses fondements y sont et sont si bien exposés que cela donne envie d'en apprendre tout le reste. Ceux qui souffrent de l'état social actuel sauront alors pourquoi ils souffrent et ceux qui désirent s'affranchir des abus qui régnent aujourd'hui sauront comment ils pourront les faire cesser et sur quelles bases solides ils établiront le régime de demain. Lucien Déjean a évité en général les mots qui parfois se heurtant à un parti-pris empêchent le lecteur de se laisser gagner ; il s'est attaché surtout à implanter dans les cerveaux pensants des idées ; et ce sont ces idées saines qui, prenant racine, feront des cerveaux conscients. Lisez ce chapitre, où, traitant du rapport de l'Etat avec les travailleurs, L. Déjean décrit avec une précision remarquable comment et quand l'Etat a commencé d'exister, ce qu'il est actuellement et ce qu'il deviendra lorsque le prolétariat intellectuel et manuel aura opéré son affranchissement complet. Lisez ces pages émaillées de citations empruntées à notre excellent ami commun Jules Guesde, et vous conviendrez avec moi que la brochure de Lucien Déjean est bien faite pour donner le désir de connaître à fond le collectivisme qui est vraiment la seule doctrine scientifique, puisqu'elle est basée sur l'étude historique du mouvement économique et qui est la seule vraiment pratique et applicable dès demain, puisqu'elle n'est en somme que la conséquence ultime et inéluctable de cette évolution économique qui se fait chaque jour en dehors de nous et qui se fera jusqu'au bout par-dessus les efforts de toutes les volontés hostiles.

Dr J. Bach.

LE PARTI OUVRIER

EN FRANCE

Paris

Hier s'est ouvert à la Bourse du Travail le septième Congrès annuel de la Fédération des ouvriers et ouvrières en tabac. Vingt-une manufactures étaient représentées par quatre-vingts délégués. Sur quatorze mille travailleurs des deux sexes que compte la corporation, onze mille environ sont fédérés.

Les réclamations des délégués et de leurs mandants portent sur trois points : sur le taux de la pension de retraite qu'ils voudraient voir élever de 600 à 720 francs pour les hommes et de 400 à 540 pour les femmes ; sur l'âge de cette pension qui a été fixé à vingt-cinq ans de service sans distinction d'âge et que, malgré la loi, certains directeurs persistent à n'accorder qu'après vingt-huit ans de service et cinquante-cinq ans d'âge ; sur les salaires enfin qui, de variables, devraient devenir fixes avec indemnités de résidence pour Paris et les villes où la vie est particulièrement chère.

Notre ami Dufour, député de l'Indre et membre du Conseil National, assiste au Congrès.

Roubaix

Le Syndicat textile — qui n'est pas un Syndicat pour rire, son encaisse dépassant 40,000 francs — avait organisé, le 29 octobre dernier, au théâtre Deschamps, une grande réunion publique contradictoire qui a permis au Parti Ouvrier roubaisien d'affirmer sa vitalité à toute épreuve.

« Salle absolument comble », de l'aveu du *Journal de Roubaix*, qui ajoute : « L'arrivée du citoyen Guesde sur la scène, est saluée de frénétiques acclamations. L'ovation dure plusieurs minutes ».

Les camarades Zévaès, député de l'Isère; Bénezech, député de l'Hérault; Devèze, député du Gard, et Andréa Costa, député socialiste italien, en villégiature forcée en France, n'ont pas été moins applaudis, lorsque au nom des travailleurs qu'ils représentent, ils sont venus à la tribune se solidariser nationalement et internationalement avec le prolétariat socialiste du Nord.

Accueilli par une superbe gerbe de fleurs rouges que lui offre, au nom de ses électeurs, une fillette, qu'il embrasse, Jules Guesde a insisté sur la nécessité, pour les travailleurs, si bien organisés soient-ils, de toujours perfectionner leur organisation, à la fois économique et politique.

« Les Syndicats professionnels développés, étendus à tous les membres de la profession ne sont pas seulement une arme indispensable pour la défense du salaire ouvrier, de la dignité ouvrière ; ils s'imposent pour le bon fonctionnement de la nouvelle société, de l'ordre socialiste.

« Ce n'est que dans la mesure où elle trouvera un prolétariat organisé par corps de métier, constituant déjà des collectivités ouvrières, que la Révolution triomphante pourra restituer à la nation, les moyens de production (usines, mines, machines, etc.) enlevées à la classe capitaliste.

« Or, cette révolution inévitable et libératrice est plus prochaine que ne le voudraient nos adversaires.

« Tout ce que l'on tente contre elle, même les succès apparents de la réaction patronale, tournent en sa faveur.

« Voici M. Motte, par exemple, qui, en me rendant responsable d'un chômage meurtrier, est arrivé, la dépression de la faim aidant, à me remplacer à la Chambre. Et il a la naïveté de triompher, le malheureux, alors que le chômage qui continue et s'aggrave depuis son élection, établit pour la partie de la classe ouvrière qui ne savait pas encore, non seulement que le socialisme n'est pour rien dans les crises dont souffrent de plus en plus les travailleurs, mais qu'étrangères au domaine politique, ces crises sont le produit fatal du régime ou de l'anarchie capitaliste et ne disparaîtront qu'avec lui.

« C'est donc une leçon de socialisme, voire de révolution sociale, que, sans le savoir, sans le vouloir surtout, Motte-chômage, devenu notre collaborateur, est entrain de donner à ses propres électeurs. »

Guesde a exposé ensuite comment le Panama militaire, qui s'est ajouté au Panama financier, travaille pour nous, en désarmant la bourgeoisie et en faisant éclater à tous les yeux le degré de décomposition déjà atteint par la présente société. Et c'est au milieu des bravos unanimes de 3,000 citoyens et citoyennes présents qu'il a terminé en invitant les prolétaires en général et les socialistes en particulier, à redoubler d'ardeur et à se tenir prêts à tout évènement.

Cette réunion, qui a été levée au chant de l'*Internationale*, après le vote d'un ordre du jour de remerciements aux orateurs, était la première depuis les élections générales de mai. Elle a eu dans tout Roubaix et les environs un énorme retentissement. Les ennemis du Parti Ouvrier sont attérés. Roubaix qu'ils s'imaginaient avoir maté par la terreur et par la famine reste décidément la « Ville Sainte », la place forte du socialisme dans le Nord.

Calais

Dimanche dernier, avaient lieu à Calais les élections municipales complémentaires nécessitées par la démission des vingt-un conseillers.

Quatorze des candidats présentés par la Section Calaisienne du Parti Ouvrier Français ont été élus. Ce sont :

Dans la deuxième section (Calais-Sud-Est), les citoyens Averlan, conseiller prud'homme ; François Clément, trésorier du Syndicat des cordonniers, conseiller prud'homme ; Pierre Boulanger ; Alfred Gallet, conseiller prud'homme ; Auguste Vasseur, conseiller prud'homme.

Dans la troisième section (Centre Sud-Est), les citoyens Louis Lemaire, conseiller prud'homme ; Arthur Thomas ; Eugène Dutartre : Eugène Saison, conseiller prud'homme.

Dans la quatrième section (Calais-Nord-Ouest), les citoyens Hisberger, Alphonse Brousse, Paul Delacre, Gustave Massart, Oscar Fontaine.

Dans la troisième section, quatre candidats de la Section Calaisienne du Parti sont en ballottage.

Bourbourg

L'élection au Conseil d'Arrondissement pour le canton de Bourbourg (Nord), qui a eu lieu dimanche dernier, a donné 474 voix au citoyen Machy, ouvrier mécanicien, présenté par le groupe socialiste de Bourbourg.

Dans la commune de Bourbourg, le citoyen Machy obtient sur son concurrent clérical une notable majorité.

Amiens

Manquant à tous les engagements solennellement pris à la suite de la grève victorieuse de 1892, les patrons teinturiers avaient peu à peu réduits les salaires par semaine de 23 francs à 18 pour les aides-pendeurs, de 21 francs à 18 pour les rouleurs, grilleurs ; de 13 francs à 9 pour les éventeurs, rabotteurs.

D'autre part, les amendes supprimées avaient été remplacées par des retranchements d'une ou deux heures de travail — et de paie.

Décidés à en finir avec un état de choses aussi intolérable, les ouvriers se sont réunis dimanche au « Bal de la Falaise » et ont décidé par 453 voix contre 83 de cesser le travail. Ce qui fut fait.

Lundi, nouvelle réunion, plus nombreuse encore que la première, et dans laquelle a pris la parole le camarade Devraigne, du Parti Ouvrier de Lille, venu pour appuyer les grévistes — au nombre de 1,500 à l'heure actuel.

Les patrons, devant un pareil mouvement, ont compris la nécessité de transiger. Ils offrent une augmentation de salaires ; mais forts de leur droit, les ouvriers ne veulent rien entendre en dehors du retour pur et simple aux tarifs du 15 avril 1892.

Montluçon

Samedi dernier, l'*Union républicaine socialiste*, adhérente au Parti Ouvrier Français, inaugurait son nouveau local par un casse-croûte fraternel.

Située presque au centre de la ville, la salle ne laisse rien à désirer et assure au jeune groupe du Parti de nombreuses adhésions et des réunions bien suivies.

Elle était bondée de convives.

Le banquet a été ouvert sous la présidence du citoyen Constans, adjoint au maire de Montluçon, qui excuse notre ami Dormoy que retient loin des camarades la maladie contractée au service du Parti, à la suite des campagnes de propagande menées depuis vingt ans dans toute la région. Il remercie le citoyen Fouilland, secrétaire général du Parti Ouvrier de Montluçon, d'avoir répondu à l'appel de l'*Union socialiste républicaine* et expose que cette dernière n'est qu'un bataillon nouveau de la même armée, combattant côte à côte avec les vétérans de la rue de Damiette le bon combat contre le régime capitaliste.

Le citoyen Constans, après la critique de la société actuelle, développe au milieu des applaudissements les théories collectivistes dont le triomphe peut seul amener l'émancipation du prolétariat.

Le citoyen Fouilland exprime toute la joie qu'il éprouve à se trouver au milieu du nouveau groupe, qui servira de rendez-vous aux bons citoyens de cette partie de la ville. Il espère qne dans d'autres quartiers, d'autres groupes se constitueront encore, et qu'avec les organisations déjà existantes ou à créer dans toutes les communes de la région, il sera possible de former une puissante Fédération du Parti. Il fait appel aux militants pour que, dans la mesure de leur force, ils se transforment en orateurs, portant partout la bonne parole.

Le citoyen Augros s'adresse également au dévouement des membres du Parti pour activer dans tout le département la propagande et l'organisation.

Continuée par des chants socialistes, la soirée s'est terminée par la *Carmagnole* du Parti et l'*Internationale*.

— Lundi dernier, le Parti a eu la douleur de perdre un de ses plus anciens et meilleurs militants, le citoyen Martin.

Sur sa tombe, les citoyens Augros et Fouilland ont retracé sa vie toute de labeur et de propagande. L'affluence était énorme et a prouvé que les camarades n'oublient pas ceux qui sont tombés en faisant leur devoir.

Nous envoyons toutes nos condoléances à la famille éplorée de notre regretté ami et frère d'armes.

Nantes

La vie socialiste est très intense à Nantes, depuis quelque temps : les événements qui se précipitent ont surexcité les esprits, surtout dans la classe ouvrière, et les groupes et comités adhérents à la Fédération socialiste nantaise sont poussés en avant par l'opinion publique. Il est évident qu'on redoute un coup d'Etat de la part des traîneurs de sabre, qui sont suggestionnés en ce moment par les Jésuites. L'indignation est grande contre Rochefort qui est considéré comme un homme perdu; les moins hostiles le considèrent comme un ramolli et s'étonnent qu'il puisse se trouver encore des gens pour avaler ses araignées venimeuses et autres calembredaines qui sortent de son cerveau en déliquescence.

La Bibliothèque socialiste, dans son assemblée plénière du 26 octobre, sur la proposition de notre ami Brunellière, a voté l'ordre du jour suivant à l'unanimité : « La Bibliothèque socialiste flétrit la conduite du général Chanoine, lâchant son poste devant le danger créé par les complications internationales, pour favoriser les manœuvres de la réaction cléricale et militariste ; elle approuve celle de Jaurès et des députés socialistes et se déclare prête à les soutenir énergiquement dans leur lutte pour la République sociale. »

Le Comité socialiste du 4e canton, réuni en assemblée plénière, le 28 octobre, après avoir discuté longuement sur la situation politique, a flétri également les agissements des antisémites et des nationalistes, ainsi que l'attitude anticonstitutionnelle du fameux général Chanoine qui ont amené la chute du ministère Brisson ; il a voté un ordre du jour fortement motivé invitant les socialistes à s'unir et à s'organiser pour parer à tous les évènements et défendre la République contre les entrepreneurs de coup d'Etat.

Enfin, les citoyens réunis à la Bibliothèque socialiste, le samedi 29 octobre, au nombre de 150, après avoir entendu la belle Conférence du citoyen D... « sur l'évolution de la propriété à travers les âges », ont approuvé complètement ses conclusions tendant à l'établissement du collectivisme en matière de production et du communisme en matière de consommation.

Notre ami Allaire ayant soulevé la question de l'égalité de salaire, le citoyen Brunellière a traité la question au point de vue scientifique et démontré que le salariat disparaîtrait sous le régime collectiviste. Le salariat, qui a succédé à l'esclavage et au servage, retourne vers eux, sous l'influence du développement du régime capitaliste, pour être entraîné par la Révolution sociale, avec toutes les autres formes de l'exploitation de l'homme par l'homme.

De prochaines réunions vont avoir lieu dans les 1er, 2e et 4e cantons ; d'un autre côté, la société coopérative de consommation « L'Economie », dont nous avons déjà parlé, doit fonder une nouvelle succursale. Cette société, prochainement gérée et administrée par nos amis, est une œuvre socialiste qui fait corps avec la puissante organisation des Socialistes nantais, qui débarrassera la grande cité bretonne de la domination des opportunistes et des ralliés coalisés aux futures élections municipales.

C. B.

Mudaison

A la suite d'une causerie faite par le citoyen Bénezech, député et membre du Conseil national, un groupe socialiste s'est constitué dans cette commune de l'Hérault, essentiellement rurale.

Le groupe a adhéré à la Fédération socialiste de la première circonscription, elle-même adhérente au Parti Ouvrier Français, et a adopté le règlement provisoire suivant :

La cotisation exigée sera de dix centimes par mois pour le groupe et de trente centimes par an pour la Fédération. Lors de l'inscription, il sera perçu quarante centimes, versement mensuel du groupe et annuel de la Fédération. Une carte d'adhérent sera remise à chaque membre.

Le bureau du groupe se composera d'un se-

crétaire et d'un trésorier. Le secrétaire sera de droit nommé pour représenter le groupe au sein de la Fédération. Ils seront élus chaque année et peuvent être rééligibles. Lors de chaque versement mensuel, le trésorier donnera état de la caisse et le secrétaire invitera le groupe à prendre telles décisions qui paraîtront utiles.

Le groupe aura une salle à sa disposition, une fois par semaine, tous les jeudis soir ; la salle sera gratuite, l'éclairage sera payé par la caisse. Tous les membres y auront accès et, sans y être contraints, ils seront invités à assister aux soirées du groupe qui se passeront en lectures et en causeries. Néanmoins, le secrétaire pourra convoquer d'urgence le groupe quand cela lui paraîtra nécessaire.

Le montant des cotisations servira à aider les œuvres socialistes, à organiser des conférences, à fonder une bibliothèque. Au fur et à mesure des bénéfices de la caisse, le groupe s'abonnera à des revues, livres ou journaux socialistes.

Des groupes similaires sont en voie d'organisation dans les communes voisines.

L'Arbresle

Sur l'invitation de plusieurs militants socialistes de nos amis, une réunion ayant pour but la formation d'un groupe adhérent au Parti a eu lieu dimanche. De nombreux camarades y sont venus affirmer qu'ils étaient acquis aux doctrines du Parti Ouvrier Français.

Les camarades Dumas, Duplan, de l'Arbresle et Bonnet, de Lyon ont successivement démontré l'utilité du groupement; leurs discours ont été vivement applaudis par l'auditoire qui s'est séparé aux cris de : Vive le Parti Ouvrier Français ! Vive la Sociale !

Le lendemain lundi avait lieu la première réunion du groupe, au cours de laquelle un grand nombre de jeunes socialistes ont apporté leur adhésion.

Les correspondances doivent être adressées au citoyen Duplan, secrétaire.

Couiza

Sur l'initiative du citoyen Conches (de Quillan) un groupe adhérent au Parti vient de se constituer à Couiza.

Le Groupe était représenté à la réunion qui a eu lieu à Quillan, pour la formation d'une Fédération régionale.

A L'ÉTRANGER

Allemagne

Les socialistes allemands ont été les premiers à dévoiler le but secret des auteurs et promoteurs de la Conférence internationale contre l'anarchisme. Le fameux attentat contre la vie de l'empereur, à Alexandrie, était connu — ce sont les journaux officieux qui le reconnaissent — du consul italien dans cette ville, longtemps avant l'arrivée de l'empereur, et, chose curieuse, il a attendu jusqu'au dernier moment pour faire arrêter les anarchistes. De même, le consul italien *Basso*, à Genève, aussitôt après l'attentat contre l'impératrice d'Autriche, a été déplacé et envoyé en Corse, sans doute pour la faute la plus grave en diplomatie : « Avoir montré trop de zèle ». Le peuple suisse, en effet, commence à être fatigué de la présence des agents provocateurs de la police italienne sur le sol helvétique, et il trouve curieux que les attentats, préparateurs de la Conférence, soient commis de préférence chez la seule nation du continent qui se soit opposée jusqu'ici à l'extradition des réfugiés politiques. Le journal réactionnaire, la *Gazette de la Croix*, est lui-même obligé de rappeler à la police italienne de rester chez elle et de ne pas combiner des petits attentats dans les nations voisines... Le *Worwaerts* propose que, lors de la Conférence, on arrête les ministres italiens comme les principaux auteurs responsables des derniers attentats.

D'ailleurs, les gouvernements réactionnaires espèrent, cette fois, entraîner l'Angleterre et la Suisse à se joindre à la Conférence, mais les deux seuls pays encore libres de l'Europe jusqu'ici n'ont pas l'air de se laisser tenter. D'ailleurs, il est singulier que tous les attentats de ces dernières années aient été commis par des Italiens. Qu'on en juge par la liste suivante : Passanante, Acciarito, Caserio, Lega, Luccheni et les anarchistes d'Alexandrie. Il n'est pas impossible que la police italienne n'ait à toucher des droits d'auteur ou de promoteur dans la plupart de ces tentatives, et elle est mal venue à accuser la police suisse, qui n'a pas assez d'agents pour arrêter tous les anarchistes, policiers ou non, qui passent la frontière italienne.

Mais les socialistes allemands sentent venir l'orage qui monte du côté de Jérusalem ; l'empereur va revenir, et malgré les dénégations des journaux officieux, il va demander au Reichstag de poursuivre les « fauteurs de grève », Le discours de Œynhausen, menaçant de la prison « tous ceux qui engageraient les ouvriers à se mettre en grève » est une déclaration de guerre aux syndicats ouvriers. Les patrons, qui tout haut protestent contre les accusations des socialistes, s'empressent secrètement de dresser des « listes noires », proscrivant les ouvriers chassés des ateliers, et les empêchant de trouver du travail ailleurs. Le *Worwaerts* publie à ce sujet des lettres significatives; par exemple, celle de l'Union des Industriels de la Métallurgie dans la province de Hanovre :

« Hanovre, 12 juin 91

« Nous nous empressons de vous communiquer la liste des personnes qui sont désignées comme « agitateurs » par l'Union des Industriels métallurgistes. »

Suivent les noms de 90 ouvriers. Le maire de Stassfurt, à la date du 5 avril 90, avait déjà commencé la dénonciation : « Je fais connaître », écrivait-il, « aux patrons, que les ouvriers, dont les noms suivent, ont pris part à la grève du 25 de ce mois et ont été renvoyés par MM. Benneke et Cie. »

On voit que l'empereur n'a fait qu'exprimer les vœux de tout le patronat allemand, et comme le fait remarquer le *Worwaerts*, douter de sa parole ou de ses intentions équivaut à un crime de lèse-majesté.

Angleterre

Tout est à la guerre en ce moment ; on ne parle que de Fachoda ; les journaux sont remplis de provocations, les orateurs parlementaires proclament du haut des plates-formes que l'Angleterre est décidée à tout plutôt qu'à reculer d'un pouce et à trahir son alliée et sa future protégée, l'Egypte. Au fond, derrière toutes ces menaces, se cache la peur très réelle que les Anglais ont de voir encore une fois leur ministre disposé à faire de « gracieuses cconcessions. » Il les a tellement habitués à des reculades en Chine, au Siam, en Crète, qu'ils craignent que le fameux arrangement auquel il serait arrivé avec l'ambassadeur de France ne contienne encore une retraite plus ou moins déguisée. Car aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement de Fachoda, mais de la province qu'arrose le Bahr-el-Ghajal, et ce qui est plus grave, d'un protectorat effectif de l'Egypte. Les journaux anglais demandent beaucoup, pour obtenir au moins le rappel de Marchand, et c'est ce qu'on peut voir clairement au fond des préoccupations du public anglais, fatigué de voir le marché du monde lui échapper peu à peu, et d'être obligé de reculer sur toute la ligne.

En effet, ce qui est plus grave pour le commerce anglais que dix Fachodas, c'est le voyage pacifique de l'empereur d'Allemagne en Turquie ; derrière la croisade en pays saint, il y a une expédition commerciale. L'influence allemande à l'heure qu'il est est établie solidement en Turquie ; l'industrie est aujourd'hui entre les mains des employés allemands ; ils ont construit partout des chemins de fer et accomplissent dans leur propre intérêt les réformes que l'Angleterre n'a pas su accomplir, lorsqu'elle était toute puissante auprès du Sultan. C'est ce qui explique cet aveu mélancolique du *Times* : « Il nous est permis de regretter que les hommes d'Etat anglais aient manqué l'occasion dont l'Allemagne a profité. Partout notre diplomatie est d'une génération en retard sur l'Allemagne, dans l'usage des méthodes appropriées à une époque d'industrie. »

C'est que, tandis que Bismarck, jadis, répétait « que la question d'Orient ne valait pas les os d'un grenadier poméranien », aujourd'hui les Allemands ont compris que la seule façon de la résoudre est d'introduire l'industrie moderne dans l'empire ottoman ; et c'est ce qu'ils ont fait, après avoir transformé l'armée turque et en avoir fait une des premières de l'Europe.

Voilà un coup direct à l'Angleterre, et elle ne peut pas le parer, car il n'y a pas violation de traités ; elle a été jouée simplement, et l'industrie anglaise a été ruinée en Orient par des concurrents plus habiles et plus énergiques. C'est pourquoi la nation, consciente de l'inhabileté de ses hommes d'Etat, a saisi avec joie l'occasion de manifester sa colère longtemps contenue, et l'incident de Fachoda tombait à pic.

Suisse

Le Congrès du parti socialiste suisse s'est tenu cette année à Bâle. Parmi les délégués, au nombre de 27, Greulich, le secrétaire du travail; Sigg, député de Genève; Wullschleger, député de Zurich. L'Union socialiste de langue italienne était représentée par trois délégués.

Au nom du Parti le président a déclaré qu'on veillerait à ce qu'aucune atteinte ne soit portée au droit d'asile.

Le compte rendu financier a fait ressortir un excédent de recette sur les dépenses de 2,690 francs.

Le Congrès s'est prononcé pour la représentation proportionnelle. Zurich a été choisi comme siège du Parti et le président sortant (Lang) a été réélu.

Alsace-Lorraine

Depuis le 1er novembre parait à Strasbourg, sous la direction de notre ami Jean Martin, un organe socialiste quotidien sous le titre : *La Presse libre de l'Alsace-Lorraine*.

Etats-Unis

Les mineurs du Sud de l'Illinois étaient en grève depuis plusieurs semaines contre une réduction de salaire de 30 0/0, lorsque les employeurs tentèrent de les remplacer par des nègres.

Le 11 octobre une véritable bataille s'est engagée entre les mineurs et les *sarrazins* (scabs) Douze hommes ont été tués.

— La convention générale de l'Union typographique s'est réunie à Syracuse (New-York) du 10 au 14 octobre. Cette Union a décidé de réclamer la journée de neuf heures dans toutes les imprimeries. L'association des patrons a offert un compromis : la journée de neuf heures et demie de novembre 1898 à novembre 1899 ; à partir de cette dernière date, la journée de neuf heures. La proposition a été acceptée et s'appliquera à toutes les parties similaires : imprimeurs lithographes, relieurs, fondeurs en caractères, etc.

— Les élections générales du 8 novembre montreront le parti socialiste du travail considérablement accru.

Vient de Paraître

LE XVIe CONGRÈS NATIONAL

DU

Parti Ouvrier Français

TENU

A MONTLUÇON, du 17 au 20 SEPTEMBRE

25 centimes — LE VOLUME DE 40 PAGES — 25 centimes

Port en sus, Cinq centimes

En vente à la Bibliothèque du Parti
5, rue Rodier, Paris

HORLOGERIE. — BIJOUTERIE — ORFÈVRERIE

PIÈCES DE COMMANDE

RÉRARATIONS EN TOUS GENRES

CAMILLE FLUKIGER

EX-ÉLÈVE
DE L'ÉCOLE D'HORLOGERIE DE LA CHAUX-DE-FONDS

17, Avenue de la République
PARIS

Montre cylindre....	P.O.F	homme. Fr.	12 50
Montre »	»	dame	12 50
Montre ancre acier.	3/8	homme....	24 »
Montre » métal	3/8	»	21 »
Montre cylind. acier	3/8	dame	20 »
Montre » métal	3/8	»	18 »
Chaîne métal oxydé.	P.O.F	régence....	0 75
Chaîne métal oxyde.	P.O.F	gilet.....	1 45
Boutons manchette métal oxydé, doré, argenté P.O.F			0 75

Conditions spéciales pour les Groupes du Parti

LE SOCIALISTE
est en vente à Paris

Chez M. RICARD
12, rue des Deux-Ponts.

Chez M. LECOURTOIS
42, rue Daubenton.

Chez Mme LAMBERT
35, boulevard des Capucines.
Kiosque 11.

Chez Mme PAIN (kiosque),
au 135, avenue Parmentier
angle du Faubourg-du-Temple

Chez Mme Vve ALEXANDRE PRESSOIR
259, rue de Belleville.

Chez M. PARIZY,
2, rue Gérando.

Chez M. BLIN,
120, rue Ménilmontant.

MAISON DU PEUPLE
45, rue Balagny.

Chez Mme AUDIBERT
99, rue Montmartre.

Le Gérant : A. DELADERERE.

Ce journal est composé par des typographes syndiqués.

Paris — Imp. A. Désiré, 25, rue Buffault.

AVIS AUX FUMEURS

Demandez dans tous les Bureaux de Tabac :

LE PAPIER DES 3/8

DIX CENTIMES LE CAHIER

5 francs le cent. — Franco dans toutes les gares.

Adressez Commandes et Mandats à
RENÉ CHAUVIN, 8, Passage Tivoli. — Paris.

Vient de Paraître

Le Socialisme au Jour le Jour

PAR

JULES GUESDE

Propriété et Profits capitalistes
Autour d'une Grève
Leurs Remèdes
Solution
Varia

Un fort Volume de 500 Pages

Pour les Groupes et les Membres du Parti 2 FR. 50 au lieu de 3 fr. 50 (port en sus, 50 cent.)

S'adresser aux Bureaux du SOCIALISTE, 5, rue Rodier, Paris.

Guérison de la Goutte, Rhumatismes, Cœur, Reins, Foie, par
L'ANTI-GOUTTEUX-FÉRON
"LA FÉRONINE"
DÉPOT : 38, rue Poissonnière et toutes pharmacies.
Écrire au Laboratoire à Suresnes, 32, route stratégique (Seine)

Toujours satisfait de l'action prompte et inoffensive de l'*Anti-Goutteux Féron*.
Dr BERTRAND ✻
Médecin en chef de l'Hôpital St-Louis — Châlons.

Dans tous les cas, je prescris avec avantage l'*Anti-Goutteux-Féron*.
Dr GILBIN
15, Rue d'Odessa — Paris.

L'*Anti-Goutteux-Féron* est un remède précieux, surtout chez les chroniques.
Dr BASSET
Maire de St-Ouen, Conseiller Général

J'apprécie beaucoup l'*Anti-Goutteux-Féron*.
Dr RENÉ SIMON
28, Rue des Halles — Paris.

PASTILLES VOCALES PARISOT

Les produits entrant dans la composition de ces pastilles sont les véritables spécifiques des cordes vocales et des voies respiratoires

Nos meilleurs orateurs, nos plus grands artistes ne doivent leur succès qu'à l'emploi de ces pastilles (8 à 10 par jour.)

LA BOITE : 2 FRANCS

VAUVILLÉ, pharmacien à Levallois